

Un SCHEMA explicatif fondamental

Posté le : 20 décembre 2019 15:44 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
 Catégorie: Actualité chaude, Cycles et conjoncture, Crise systémique, Attitudes, Histoire économique récente, hyperfiscalité, Economie et politique, Fiscalité, Concepts fondamentaux, Monnaies et changes, Europe de l'est, Crise mondiale, Crise financière

Le graphique qui explique tout

Ce schéma n'est pas une statistique mais une approche de ce qui s'est passé depuis l'effondrement des accords de Bretton Woods en été 71. La référence, base 100 dans le graphique et ligne rouge, est la valeur d'un panel de biens dont la valeur est sinon stable du moins représentative d'une certaine permanence. À 50 %, on retrouve la valeur du m2 moyen dans cinq grandes villes du monde (New York, Tokyo, Londres, Paris et Shanghai). Les autres 50 % sont constitués d'or, de diamant, de terres rares et de pétrole. Les autres courbes sont bien connues. On a pris celles de la France depuis 1971. Après avoir été lissées par moyenne mobile sur dix ans, elles ont été réduites à une ligne droite et déflatée par l'indice de référence.

On voit apparaître l'évolution des courbes en « valeur stable de référence » (VSR) et non en monnaie. Les résultats sont spectaculaires et surtout expliquent bien des événements actuels.

La monnaie : la valeur de la monnaie s'est effondrée. Le Franc (puis l'Euro) a perdu presque 97 % de sa valeur en VSR, comme le Dollar et pratiquement toutes les monnaies administratives.

Les prix : Les prix ont baissé plus vite que le revenu. Ce qui veut dire qu'il y a eu hausse du pouvoir d'achat apparent mais une baisse forte en VSR qui n'est pas perçue, les gens raisonnant en monnaie courante.

Les impôts : La fiscalité a cru plus vite que le revenu, ce qui a entraîné une régression fréquente du revenu net disponible. En s'accrochant au patrimoine des assujettis, l'impôt des personnes payant l'ISF a pu dépasser 100 % de leur revenu, ce qui était intenable à terme.

La dette : La dette en VSR a baissé compte tenu de l'effondrement de la valeur de la monnaie mais elle a cru plus vite que la fiscalité, et que le revenu. Les classes moyennes ont maintenu leurs dépenses par l'endettement, comme l'État.

Les gros patrimoines : étant investi largement en valeurs de référence, la valeur patrimoniale des très très riches n'a pas baissé en VSR.

Le luxe : le très grand luxe, comme toujours, a fui devant la fortune.

Les champions de la mondialisation, propriétaires d'entreprises mondialisées, ont vu leur patrimoine s'accroître, même en VSR

Quatre points spectaculaires : la baisse relative du niveau de revenu par rapport à l'immobilier ; la baisse du revenu moyen par rapport au patrimoine des « vainqueurs de la mondialisation » : le rôle phénoménal de la dette ; la hausse déraisonnable de l'impôt par rapport au revenu.

Une fois ce tableau en tête, on peut mieux analyser et les causes et les conséquences de ces évolutions.

La cause principale : La conjonction de l'effondrement du communisme et d'un système monétaire international déséquilibré.

Le système mis en place après 1971 (change flottant et liberté du commerce international) a permis à la Chine et aux autres pays sortis du communisme de rejoindre la mondialisation, sans aucune contrainte d'équilibre commercial. L'effet négatif sur le revenu a été massif dans les pays développés, alors que la mondialisation permettait aux gros salaires liés à la mondialisation de se maintenir. En faisant sauter l'obligation de maintenir des comptes équilibrés, les changes flottants ont permis à la Chine d'accumuler des excédents monstrueux alors que le système de Bretton-Woods aurait imposé une réévaluation. Le recyclage de ces excédents a provoqué une hausse phénoménale de l'endettement et l'effondrement de la valeur de la monnaie. Les crises à répétition liées également aux défauts des changes flottants, ont entraîné des dépenses d'état qui ont été payées par l'impôt et la dette.

Il faut ajouter l'effet de l'irrédentisme musulman et sa tentation terroriste, associée à sa longue maîtrise des puits de pétrole qui a naturellement eu un effet sur la croissance par la hausse induite du coût de l'énergie.

Les conséquences deviennent lisibles.

Lorsque, au moment des manifestations des Gilets Jaunes, on entend : « avant on était pauvres mais on s'en sortait maintenant c'est fini », cela tient à la hausse globale de pression fiscale (aggravée par la violence administrative et l'extension sans fin des mesures bureaucratiques coûteuses et dont l'effet n'est jamais évalué) et à la difficulté de se loger compte tenu du prix relatif de l'immobilier.

Les salariés ne parviennent plus à payer leur loyer sur leur revenu. Ils doivent donc emprunter à mort et les taux négatifs répondent à cette exigence.

En vendant leurs biens immobiliers pour des résidences plus modestes ou en région, les retraités disposant préalablement d'un patrimoine sont parvenus à s'en sortir. La chute de la natalité induit que les héritages sont relativement plus positifs s'ils sont en biens stables en VSR. Ils permettent aux héritiers une certaine aisance de consommation, compte tenu de la baisse des prix en VSR. Du coup les fiscalistes socialistes étatistes s'excitent à l'idée de leur piquer cet « avantage » dans la décrépitude générale.

L'extension du « populisme », c'est-à-dire du rejet des élites par la classe moyenne, tient au fait que la hausse relative du revenu par rapport au prix, une fois déduit les impôts et les frais incompressibles, est très faible pour les petits revenus. Savoir que les classes moyennes des pays ex-communistes se sont fortement enrichies les laisse parfaitement indifférent.

Ajouter à des perspectives de restriction à la croissance et à la mobilité, une politique de dépenses publiques nouvelles indéfinies avec des hausses fiscales associées gigantesques ne peut que provoquer que des réactions violentes de rejets. Tout le monde a compris que le bonneteau fiscal auquel s'amuse le gouvernement n'est pas une vraie baisse, la dépense publique augmentant plus que le revenu moyen. Une perspective de baisse massive des retraites ajoute nécessairement à la peur et à la colère. Plus personne n'a de perspectives positives.

La gauche fiscaliste, bureaucratique et antinationale, qui accepte des règles de mondialisation qui ne protègent pas, n'est plus admissible pour la classe ouvrière et les classes moyennes, notamment dans les zones en déclin structurel. Son adhésion à la dépression écologique aggrave les choses.

La droite mondialiste, celle qui n'a aucune explication des crises et aucune politique pour les prévenir, et qui laisse la concurrence ruiner le revenu des classes moyennes, tout en acceptant de céder la souveraineté à l'Europe en externe et à la bureaucratie énarque à l'intérieur, n'est plus

écoutée.

Le « macronisme » qui a été vu par une droite menacée et une gauche en désarroi comme une manière de protection contre le populisme de droite et de gauche n'a pas de solution. Il a provoqué une crise de confiance majeure en n'ayant aucune vision extérieure, et aucune prise en compte des causes fondamentales de la crise structurelle de la mondialisation démarrée en 1971 (au contraire, on se fait botter le c... par les États-Unis sans réagir) et en aggravant les mesures bureaucratiques violentes et coûteuses, tout en inquiétant l'ensemble des Français sur un projet de retraite d'inspiration bureaucratique et qui noie le poisson des vraies inégalités, dans un océan incertain et anxigène de régression à long terme.

En raisonnant en VSR en non plus en monnaie courante, la situation s'éclaire avec une netteté frappante, aussi bien sur le terrain politique qu'économique et social.